

LA CGT S'ADRESSE AU PRÉSIDENT POUR AGIR MAINTENANT ET APRÈS

Les gouvernements successifs ont abandonné le monde du travail aux intérêts financiers et patronaux. Confronté à une crise sanitaire grave et inédite, les enjeux d'aujourd'hui sont à la fois sociaux et environnementaux. Les questions autour du travail, sur le rôle et la place de l'industrie, sur le sens des services publics et sur la reconquête de la Sécurité sociale, portées par la CGT, sont essentielles et porteuses de rupture avec les choix politiques actuels dans une perspective de progrès social. Nous avons écrit dans ce sens au président de la République pour porter l'urgence du moment et proposer des pistes d'évolution pour les jours d'après.

La CGT vous propose la synthèse de ce courrier que vous pouvez retrouver en intégralité sur cgt.fr.

L'URGENCE

- garantir la stricte protection de tous les salariés qui doivent continuer à travailler car ils assurent des activités essentielles, dans le secteur public et privé, et le classement automatique en maladie professionnelle pour tous les travailleurs exposés au virus sur leur lieu de travail – en particulier les soignants ;
- procéder à la définition des activités essentielles et à la fermeture immédiate des autres ne contribuant pas aux besoins vitaux, en interdisant tous les licenciements pour quelque motif que ce soit et en suspendant immédiatement tous les PSE ;
- procéder à une augmentation immédiate du Smic qui devra se répercuter sur l'échelle des salaires et à l'augmentation significative du point d'indice dans la Fonction publique. Les travailleurs paient un lourd tribut, y compris financièrement, dans cette crise sanitaire ;
- abroger immédiatement les ordonnances qui organisent de manière scandaleuse la déréglementation du travail ;
- faire évoluer la production pour produire des protections et faire en sorte que les entreprises fermées qui y contribuaient reprennent leur activité – le ministre de l'Économie a bien parlé de possibles nationalisations !
- décréter l'état de catastrophe sanitaire afin de mettre à contribution – entre autres – les assurances et permettre le paiement du chômage partiel à 100 % ;
- imposer la suppression des dividendes aux actionnaires – c'est avant tout une question de décence et de justice – ainsi que garantir un contrôle des aides publiques

aux entreprises avec une attention particulière aux conséquences en matière d'emploi.

LES JOURS D'APRÈS

«Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence, ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux. [...] Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner notre cadre de vie au fond à d'autres est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle... Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai.» (Emmanuel Macron)

La CGT porte des propositions pour transformer notre société autour de valeurs de progrès social, de solidarité et de sécurité tant professionnelles qu'environnementales. Elles sont mises sur la table depuis longtemps, et ont été exprimées encore récemment avec les mobilisations pour un investissement important dans notre système de soins et de protection sociale (hôpital, Sécu, retraites, Assurance-chômage...). Recevront-elles un écho favorable aujourd'hui ?

La CGT revendique ainsi la mise en place d'une Sécurité sociale intégrale, sur la base du salaire socialisé et fondée sur ses principes fondateurs (la solidarité et l'universalité), en intégrant de nouveaux besoins non encore couverts et adaptée aux nouvelles formes du travail.

Dix-huit organisations syndicales ou associatives ont publié une tribune pour anticiper et bâtir le « jour d'après » et lancé une pétition « **Plus jamais ça, construisons ensemble le jour d'après !** » que vous pouvez retrouver sur cgt.fr. En voici quelques pistes :

- un plan de développement de tous les services publics ;
- une fiscalité bien plus juste et redistributive, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières et une véritable lutte contre l'évasion fiscale ;
- un plan de réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations et de répondre à la crise écologique.

Nous sommes convaincus que ces réorientations majeures sont indispensables pour bâtir une société juste et durable dans les domaines économiques, sociaux et écologiques.



Syndiquez-vous sur cgt.fr

